

Nous sommes avenir

Le manifeste de la CLASSE

Le sol du Québec vibre au rythme de centaines de milliers de pas depuis plusieurs mois. Une force d'abord souterraine, auparavant engourdie par un consensus froid, a surgi ce printemps. Cette force a animé étudiantes et étudiants, parents, grands-parents, enfants, travailleuses et chômeurs. Ce qui a commencé comme une grève étudiante est devenu une lutte populaire: la question des frais de scolarité nous aura permis de toucher à un malaise plus profond, de parler d'un problème politique d'ensemble. Parce que, oui, il s'agit d'un problème d'*ensemble*. Et pour y répondre, il est temps de remonter à la racine du problème, de donner corps à notre vision.

Notre vision, c'est celle d'une démocratie directe sollicitée à chaque instant. C'est celle d'un *Nous* qui s'exprime dans les assemblées: à l'école, au travail et dans les quartiers. Notre vision, c'est celle d'une prise en charge permanente de la politique par la population, à la base, comme premier lieu de la légitimité politique. C'est une possibilité pour ceux et celles que l'on n'entend jamais de prendre la parole. Une occasion pour les femmes de parler à titre d'égales, de soulever des enjeux qui, trop souvent, sont négligés ou simplement oubliés. Notre démocratie ne fait pas de promesses: elle agit. Notre démocratie ne nourrit pas le cynisme, elle le détruit. Notre démocratie rassemble, et nous l'avons démontré à maintes reprises. Lorsque nous prenons la rue et érigeons des piquets de grève, c'est cette démocratie qui respire. C'est une démocratie *d'ensemble*.

Leur vision, leur démocratie, ils et elles la disent représentative: on se demande bien qui elle représente. Elle ne se vit qu'une fois par quatre ans et ne sert trop souvent qu'à changer les visages. Élection après élection, les décisions restent les mêmes et servent les mêmes intérêts, préférant les doux murmures des lobbys au tintamarre des casseroles. Quand se fait entendre la grogne populaire, on applique des lois spéciales et on nous impose les bâtons, le poivre et les gaz lacrymogènes. Lorsque l'élite se sent menacée, elle trahit les principes qu'elle dit défendre: leur démocratie ne fonctionne que lorsque nous nous taisons.

Pour nous, les décisions démocratiques doivent être le fruit d'un espace de partage au sein duquel chaque femme et chaque homme est valorisé-e. Égaux et égales dans ces espaces, ils et elles peuvent, ensemble, construire le bien commun.

Nous avons compris que le bien commun dépend d'un accès égal aux services publics, et l'égalité dans les services publics porte un nom: la gratuité.

La gratuité n'est pas seulement une absence de prix, c'est l'abolition des barrières économiques pour l'accès à ce qui nous est le plus précieux collectivement. C'est l'abolition des entraves à la pleine réalisation de notre humanité. La gratuité, c'est payer *ensemble* ce que l'on possède *ensemble*.

À l'inverse, la tarification - la «juste part» - est une discrimination invisible. Sous le couvert du principe soi-disant consensuel d'«utilisateur-payeur», on impose en fait une surtaxe à celles et ceux qui sont déjà les plus négligé-e-s. En quoi est-ce juste de demander le même

montant pour franchir les portes d'un hôpital à un avocat et à une emballeuse? Ce qui pour l'un est un montant minime est pour l'autre un fardeau insupportable.

Et ce fardeau, nous le portons tous et toutes, que l'on soit aux études ou non: c'est l'un des enseignements de notre grève. Nous sommes des locataires, nous sommes des travailleuses et des travailleurs. Nous sommes des étudiantes internationales et étudiants internationaux laissé-e-s pour compte par des services publics discriminants. Nous sommes de toutes les origines et tant que la couleur de la peau ne sera pas aussi banale que la couleur des yeux, nous subirons nous aussi le racisme ordinaire, le mépris et l'ignorance. Nous sommes des femmes, et si nous sommes féministes, c'est parce que nous vivons le sexisme au quotidien ainsi que les revers du système patriarcal, et que nous combattons les préjugés les plus tenaces. Nous sommes gays, *straight*, bisexuelles, et nous le revendiquons. Nous n'avons jamais été une couche séparée de la société. Notre grève n'est pas contre le peuple.

Nous sommes le peuple.

Notre grève dépasse la hausse des frais de scolarité de 1625\$. Si on nous dépossède des droits les plus fondamentaux en mettant nos institutions scolaires sur le marché, il en va aussi des hôpitaux, d'Hydro-Québec, de nos forêts, de notre sous-sol. Plus encore que les services publics, nous partageons des espaces de vie. Ils étaient là avant nous, et nous voulons qu'ils nous survivent.

Or, la convoitise d'une poignée de gens, redevables à personne, est en train de ravager ces espaces en toute impunité, du Plan Nord aux gaz de schiste. Pour ces gens dont la vision est réduite au profit du prochain trimestre, la nature n'a de valeur que mesurée en retombées économiques. Capricieux et avides, ils et elles n'ont d'yeux que pour leurs actionnaires lointains, myopes qu'ils sont à la beauté du bien commun. Pour se satisfaire, cette clique procède de manière coloniale, sans consulter personne. Loin des caméras, pauvres et donc facilement oubliées, les femmes autochtones sont les premières victimes de cette vente à rabais.

Heureusement, les peuples autochtones, déportés par chaque nouvelle prospection, résistent à ce vol continu. Si certains projets d'exploitation sauvage ont pu être mis sur pause, c'est parce que des femmes et des hommes ont osé les défier. Ils et elles ont su résister à ce pillage des ressources, malgré les discours catastrophistes affirmant que notre survie économique dépend de l'exploitation rapide, à tout prix, de notre sous-sol.

Ensemble, nous serons toutes et tous affecté-e-s par le gaspillage des ressources parce que nous nous soucions des peuples avec qui nous partageons tous ces espaces et de celles et ceux qui viendront après nous. Nous voulons penser mieux, nous voulons penser plus loin.

Voilà le sens de notre vision, l'essence de notre grève. Une action collective qui dépasse les intérêts étudiants, qui ose revendiquer un monde différent, loin d'une soumission aveugle à la marchandisation. Marchandisation des individus, de la nature, de nos services publics: une même petite élite vend tout ce qui nous appartient. Pourtant, nous le savons: les services publics ne sont pas des dépenses inutiles, ni des biens de consommation.

Ensemble, nous avons réalisé que notre sous-sol ne se mesure pas en tonnes de métaux et que le corps d'une femme n'est pas un argument de vente. De la même manière, l'éducation ne doit pas être vendue, elle doit être offerte à tous et à toutes, sans regard à leur statut d'immigration et à leur condition. Une éducation pour nous, une éducation qu'ensemble nous partagerons.

Parce que l'éducation est un apprentissage de l'humanité, et que l'humanité ne se soumet pas à la compétitivité économique, nous nous refusons à ce que nos écoles se plient aux poids des portefeuilles. Ensemble, nous voulons une école égalitaire qui brise les hiérarchies et qui menace ceux et celles qui croient pouvoir nous diriger en toute sécurité.

En mettant à la disposition de toutes et tous les ressources nécessaires au plein développement de leurs capacités, nous pourrions créer une société où l'organisation de la vie en commun et la prise de décision se font collectivement. C'est le cœur de notre vision. L'éducation n'est donc pas une branche de l'économie, ni un service de formation à court terme. Cette racine de tous les savoirs permet de paver la voie à l'émancipation de toute une société, une éducation libératrice qui jette les bases de l'autodétermination.

Nous pensons qu'en tant que lieu de partage d'un savoir universel, l'éducation doit abolir toute forme de discrimination et de domination fondée sur le genre. Il s'avère pourtant qu'être femme dans ce système est tout aussi difficile qu'être femme en société. Croire que la reproduction de statuts inégalitaires est absente de l'école est un leurre. Nous sommes écoeuré-e-s de voir que les professions traditionnellement féminines sont moins valorisées en société et qu'elles sont encore étudiées majoritairement par des femmes. Nous sommes nombreuses dans les salles de classe de baccalauréat, mais combien d'entre nous gravissent les plus hautes marches de l'escalier universitaire?

En opposition à ce maintien des discriminations envers les femmes et les personnes mises de côté par la société, nous souhaitons que l'éducation soit réellement un lieu d'égalité et de respect des différences. Nous la vivons comme un lieu d'épanouissement universel.

Si nous avons choisi la grève, si nous avons choisi de nous battre pour ces idées, c'est pour créer un rapport de force, seul mécanisme nous permettant de peser dans la balance. *Ensemble*, nous sommes capables de beaucoup: mais il nous faut parler, et il nous faut parler fort. L'histoire démontre, de façon éloquente, que si nous choisissons l'espoir, la solidarité, et l'égalité, nous ne devons pas quémander, nous devons prendre. Voilà ce qu'est le *syndicalisme de combat*. Alors que partout fleurissent de nouveaux espaces démocratiques, il faut les utiliser pour constamment penser un monde nouveau. Nous ne versons pas dans la déclaration de principes, mais dans l'action: si nous faisons aujourd'hui un appel à la grève sociale, c'est pour rejoindre demain l'ensemble de la population québécoise dans la rue.

Ensemble, construisons à nouveau.

Nous sommes avenir.

- Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante
www.bloquonslahausse.com